

ÉDUCATION Syndicat Unsa Au-delà du « bug » de la rentrée



Le tour d'horizon de l'Unsa éducation. PHOTO DNA MICHEL FRISON

« On a ajouté de l'angoisse à des enfants en situation de handicap. C'est inadmissible ». Christian Moser, secrétaire régional de l'Unsa éducation ne comprend toujours pas comment 300 des 550 élèves handicapés du Bas-Rhin ont pu manquer la rentrée scolaire en raison d'un problème d'affectation des accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH). « C'est le bug de la rentrée. Des élèves n'ont toujours pas de notification d'AESH ». Autre problème évoqué, hier au collège Sophie-Germain de Strasbourg, lors de la conférence de rentrée de l'Unsa Éducation : la sécurité. « Il faut s'approprier une culture de la vigilance, de l'attention, mais les personnels de l'éducation nationale ne sont pas des agents de sécurité. Il y a des difficultés de mise en pratique, principalement dans le premier degré. Le préfet et les sous-préfets se tournent vers les maires et les directeurs d'école qui se sentent seuls. Pour l'accueil du public, nous avons besoin d'un personnel ayant

une formation dans la sécurité ». La réforme du collège est un sujet incontournable. Christian Moser demande « de la bienveillance à l'institution par rapport à tout le personnel qui travaille sur cette réforme. Il faut expérimenter, ajuster, alors que les programmes ont également changé. Les équipes ont besoin de temps ». Elles sont aussi confrontées « aux problèmes techniques du livret scolaire unique qui peut devenir une usine à gaz ». Le syndicat interrogera également le rectorat sur la raison des 20 postes administratifs vacants dans les collèges et lycées. « Ce personnel est indispensable au bon fonctionnement des établissements »

Enfin dans un contexte de campagne présidentielle, Christian Moser a fustigé les candidats qui fondent leurs propositions sur le souvenir de leur école. « Il faut réfléchir de manière intelligente à l'école du XXI^e s. Porter l'uniforme et chanter la Marseillaise ne va pas régler les problèmes ».

J.F.C.

POLITIQUE Primaire de la droite et du centre « Bruno Le Maire veut rendre des comptes aux Français »



Les partisans alsaciens de Bruno Le Maire l'attendent de pied ferme mercredi soir à Rixheim. PHOTO DNA - FRANCK BUCHY

Bruno Le Maire tient mercredi soir à Rixheim (*) son premier meeting régional. Ses soutiens alsaciens insistent sur « la droiture et la stature » de l'ancien ministre de l'Agriculture et sur son « contrat présidentiel » qui doit « redonner confiance en la politique ».

Les partisans alsaciens de Bruno Le Maire sont rentrés gonflés à bloc de Sète où le candidat à la primaire de la droite a présenté ce week-end son « contrat présidentiel » de 1 000 pages. « Il propose une vision pour la France mais aussi une méthode. Il rentre dans les détails », insiste Lara Million, vice-présidente du Département du Haut-Rhin.

Pour Julie Hirtzlin, une militante haut-rhinoise, ce contrat représente « une nouvelle façon de faire de la politique : il veut rendre des comptes aux Français ». « L'homme et son approche politique anoblissent la chose publique », estime Christian Klinger, maire de Houssen.

L'ancien directeur de cabinet du Premier ministre Dominique de Villepin incarne pour ses soutiens le « renouveau » dont le pays a besoin. « Malgré son expérience, il n'est pas lié, comme d'autres, à un parti », note Pascal Turri, maire de Stetten. Sa préoccupation pour le territoire est aussi appréciée par les élus locaux.

« Comme ancien ministre de

l'Agriculture, il sait de quoi il parle », relève Stéphane Dubs, maire de Schwoben. « Bruno Le Maire propose de grands projets pour la ruralité parce qu'il n'oppose pas les grandes villes et les zones rurales », précise Fabienne Orlandi, conseillère départementale du Haut-Rhin.

Les députés Antoine Herth et Eric Straumann ont déjà soutenu Bruno Le Maire pour l'élection à la présidence de l'UMP en 2012. « C'est quelqu'un de loyal et au côté duquel on a le sentiment de grandir », souligne le premier. « C'est le seul candidat qui parle l'allemand et qui a une vision européenne et mondiale pour notre pays. Une grande part des solutions passe par le couple franco-allemand qui est aujourd'hui au point mort », note le second.

Mercredi, Bruno Le Maire sera accueilli vers 16 h 15 par le maire de Sèlestat, Marcel Bauer, avant de faire un tour du centre-ville et de déguster « la cuvée du renouveau ». Il se rendra ensuite à Rixheim pour une réunion publique interactive. « Il saura aussi répondre aux attentes des Alsaciens », croit savoir Antoine Herth. Après l'annonce d'Alain Juppé sur la consultation des Alsaciens sur l'évolution institutionnelle de l'Alsace, il n'a pas le choix.

FRANCK BUCHY

► (*) A 19 h, à la salle du Trèfle à Rixheim (allée du chemin vert). Info : blmhautrhin@gmail.com

POLITIQUE Neuf associations et fédérations solidaires se regroupent

Alerte sociale sur la campagne

Sera-t-il question de social dans la campagne présidentielle ? Et surtout, comment en sera-t-il question ? Un collectif d'associations alsaciennes a vu le jour hier pour informer sur les difficultés dont elles sont témoin, et proposer des solutions.

Leur démarche, ils et elles l'expliquent en citant trois constats. Depuis 2008, le chômage a augmenté de 50 % en Alsace. Sur la seule journée du mercredi 14 septembre dernier, 300 appels aux 115 (le numéro d'urgence pour les sans-abri) n'ont pas pu être satisfaites, laissant notamment 28 familles à la rue. 14 % des Alsaciens vivent sous le seuil de pauvreté, proportion qui monte à 20 % à Mulhouse et Strasbourg, soit plus que la moyenne nationale du taux de pauvreté dans les grands centres urbains. En cette année 2016, on compte dans le Haut-Rhin plus de 700 expulsions locatives avec concours de la force publique, soit le double de l'année précédente.

Alerte avec un grand « A »

Alors, ils et elles lancent l'alerte. Avec un grand « A ». Le collectif Alerte Alsace, lancé officiellement hier, rassemble pour l'instant neuf associations et fédérations solidaires. Solidaires entre elles, mais avant tout solidaires avec les autres : parmi les signataires, les branches alsaciennes ou départementales de la Fondation Abbé Pierre, d'ATD-Quart Monde, des Petits Frères des Pauvres, de Médecins du Monde, l'URIOPSS (Union régionale des organismes privés sanitaires et sociaux, qui fédère 71 associations), ou encore la FNARS (qui regroupe 25 associations d'accueil et de réinsertion sociale).



Le collectif veut alerter, d'où son nom, « le grand public, les services de l'État, les collectivités territoriales », sur les urgences sociales que constatent les associations membres. PHOTO DNA-MICHEL FRISON

Dans d'autres régions et départements, des collectifs « Alerte » comme le leur ont commencé à se créer dès les années 1990, « où la fracture sociale et la hausse de la précarité avaient été des thèmes de la campagne présidentielle de 1995 », explique Quentin Weber-Seban de l'URIOPSS. En Alsace, ces mots, ces maux, n'ont réellement émergé que plus tard. Mais se sont bien installés.

« On veut alerter, d'où notre nom, le grand public, les services de l'État, les collectivités territoriales », sur les urgences sociales que constatent ces associations sur le terrain, explique Catherine

Humbert de l'URIOPSS. L'exemple des appels sans issue au 115 en est un parmi d'autres. Trois faits inquiétants se conjuguent en ce moment : « la hausse de la précarité, la baisse des moyens et un discours ambiant de stigmatisation », ont résumé les représentants des associations signataires devant la presse hier.

« Le conseil départemental du Bas-Rhin réduit toute une série de subventions dans le secteur social, notamment pour l'hébergement d'urgence », notent-ils à titre d'exemple.

« Notre collectif s'inscrit dans le contexte de la campagne électo-

rale. C'est le genre de période où le débat social fait des bonds en avant ou en arrière. Le débat va être rude et on s'y prépare », explique Pierre Freyburger de la FNARS.

« On se pose deux questions : est-ce que les questions sociales vont être portées dans le débat présidentiel, et comment elles vont être amenées », poursuit Daniel Baumgartner d'Horizon Amitié. Mise en commun des constats faits sur le terrain pour un état des lieux « global », actions collectives de sensibilisation, plateforme de propositions : le collectif se tient prêt. En « Alerte ». ■

ANNE-CAMILLE BECKELYNCK

SOCIAL Pensions de retraite

L'érosion du niveau de vie

Une manifestation était organisée, hier à Strasbourg, par les syndicats CFDT et UNSA de retraités d'Alsace et de Moselle pour que les pensions de retraite ne soient plus indexées sur l'inflation, mais sur l'évolution des salaires.

« NOUS SOMMES une génération sandwich. Nous aidons nos enfants, nos petits-enfants et nos parents », rapporte Bernard Blanche de la CFDT retraités. Et le sandwich ne grossit pas. Il a même tendance à maigrir. « Les pensions de retraite ont été revalorisées de 0,1 % l'an dernier, mais avec l'augmentation des taxes, nos revenus ont diminué », a constaté Michel Simon de l'Unsa. « Et les dépenses courantes continuent de monter », poursuit Suzanne Fratto de la CFDT.

La dernière revalorisation des pensions de retraite remonte à avril 2013. « Les pensions sont indexées sur l'inflation depuis 1993. Elles stagnent depuis 30 mois compte tenu de la faiblesse, voire de l'absence d'inflation ». Aussi, les syndicats CFDT et UNSA retraités réclament un changement des règles d'indexation. « L'indexation des pensions de retraite doit se faire sur l'indice du salaire mensuel de base pour mettre un terme à l'érosion programmée et continue du niveau de vie et du pouvoir d'achat relatifs des retraités et des futurs retraités », prévient Suzanne Fratto.



Près de 300 retraités d'Alsace et de Moselle ont manifesté, hier après-midi, place Broglie à Strasbourg. PHOTO DNA CÉDRIC JOUBERT

« Des retraités renoncent aux soins »

Des manifestations étaient organisées dans toutes les régions de France. À Strasbourg, près de 300 manifestants venus d'Alsace et de Moselle se sont rassemblés, hier après-midi place Broglie, tandis qu'une délégation syndicale était reçue en préfecture. Une pétition (*) lancée il y a deux semaines a réuni plusieurs centaines de signatures. « Ce n'est

qu'un début », assurent les syndicalistes. Il ne reste plus qu'à mobiliser les retraités. En 2013, les retraités dépendant du régime général étaient au nombre de 696 000 dans les trois départements d'Alsace et de Moselle, selon les chiffres de la Carsat (Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail). Et les montants des pensions, hors complémentaires, font réfléchir. « 36 % de ces retraités touchaient moins de 977 euros mensuels, 41 % de 977

à 1 200 euros, 20 % de 1 200 à 1 400 euros et 3 % plus de 1 400 euros », ont calculé les syndicalistes, avant de poursuivre : « Le coût moyen d'une mutuelle est de 100 euros par mois, de nombreux retraités renoncent aux soins dentaires, ou aux soins d'optique... ».

J.F.C.

► (*) La pétition « Pour garantir le niveau de vie des retraités » est en ligne sur le site de la CFDT retraités Bas-Rhin.